

La captivité des prisonniers de guerre soviétiques durant la Seconde Guerre mondiale : entre idéologie nazie et réalités militaires

La captivité des prisonniers de guerre soviétiques durant la Seconde Guerre mondiale constitue un épisode tragique et emblématique des violences extrêmes engendrées par l'idéologie nazie. Si la guerre sur le front de l'Est fut marquée par des affrontements d'une intensité inédite, elle se distingua également par la politique délibérée de déshumanisation et d'extermination mise en œuvre contre des millions de soldats soviétiques capturés. Cette étude se propose d'analyser les mécanismes institutionnels, idéologiques et pratiques qui ont conduit à la gestion brutale de ces prisonniers, ainsi que les tensions entre impératifs militaires, enjeux économiques et objectifs raciaux qui ont façonné leur sort. En confrontant les réalités organisationnelles aux doctrines nazies, il s'agit de mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre dans ce pan méconnu mais fondamental de l'histoire du conflit.

1. Représentations et déshumanisation : la vision nazie des prisonniers soviétiques

La gestion administrative des prisonniers de guerre français capturés par les forces allemandes durant la Seconde Guerre mondiale s'inscrit dans une continuité organisationnelle amorcée dès le premier conflit mondial. Cette organisation, bien que rodée, se retrouve néanmoins mise à rude épreuve par l'ampleur inédite des captures opérées au cours de la campagne de France en mai-juin 1940. À la suite de leur capture, les soldats français sont transférés vers l'intérieur du Reich et répartis en fonction de leur grade militaire. Les simples soldats et sous-officiers sont dirigés vers les Stalags (*Stammlager*), tandis que les officiers sont internés dans des Oflags (*Offizierslager*), et certains autres dans des camps spécialisés comme les Aspilags (pour les aspirants). Ce système reflète une hiérarchie rigide, propre à l'organisation militaire allemande, visant à séparer les captifs selon leur statut et leur potentiel usage ultérieur¹.

Cependant, face à l'afflux massif de prisonniers, notamment à partir du début du mois de juin 1940, les capacités logistiques de la Wehrmacht sont rapidement dépassées. Incapables d'absorber immédiatement tous les captifs, les autorités militaires allemandes mettent en place des structures temporaires, les Frontstalags, principalement situés sur le territoire français, afin de réguler cet afflux. Ces camps, établis à proximité de la ligne de front puis dans la zone occupée, permettent un tri initial des captifs en attendant leur transfert vers l'Allemagne. Ce dispositif est motivé par deux impératifs : d'une part, la saturation rapide des camps du Reich ; d'autre part, les besoins urgents en main-d'œuvre sur le sol français, notamment dans les secteurs de l'agriculture et de la reconstruction, exacerbés par l'arrivée imminente de la saison des moissons².

Ainsi, une grande partie des prisonniers français est temporairement maintenue sur le territoire national. Ces hommes, répartis parmi des employeurs civils locaux, participent activement à l'effort économique imposé par l'occupant. Cette assignation à résidence, bien qu'imposée, est interprétée par de nombreux prisonniers comme un signe annonciateur d'une libération prochaine, notamment du fait de l'absence de transfert immédiat vers le Reich. Cette perception, toutefois, se révèle illusoire. En réalité, elle répond à une logique pragmatique de gestion des

¹ Floriane CHIFFOLEAU, *Captivité des prisonniers de guerre français... le cas des aspirants du Stalag IA (1940-1945)*, mémoire de maîtrise, Université Paris 1, CHS, 2017, p.15-20.

² Christophe WOHRLE, *Prisonniers de guerre : dans l'industrie de guerre allemande, 1940-1945*, Beaumontois-en-Périgord, Éditions Secrets de Pays, 2019, p.23-37.

ressources humaines par l'occupant nazi, qui vise à concilier exploitation économique et gestion différée des flux de captifs³.

Parallèlement, dans les camps situés en Allemagne, une politique de rotation est mise en place à partir de l'été 1940. L'*Oberkommando der Wehrmacht*, en charge de la gestion des prisonniers, cherche à libérer des places dans les Stalags. Pour ce faire, une grande partie des captifs polonais, internés depuis la campagne de septembre 1939 et l'occupation de la Pologne, est convertie en « travailleurs civils » et affectée à des commandos de travail. Cette transformation statutaire, bien que forcée, permet leur réaffectation dans le système économique du Reich, tout en libérant des capacités d'accueil pour les nouveaux arrivants français. Dès janvier 1941, les convois reprennent en direction de l'Allemagne, organisant le transfert progressif des prisonniers français encore en France⁴.

À leur arrivée dans le Reich, la répartition des prisonniers français répond à des logiques sectorielles précises. Les premiers convois bénéficient encore des besoins criants en main-d'œuvre agricole, et sont majoritairement affectés dans des exploitations rurales. Le travail dans ce secteur, bien que pénible, offre des conditions de vie souvent jugées plus supportables, du fait d'une surveillance parfois moins rigide et d'un environnement plus stable. En revanche, les prisonniers transférés dans un second temps, notamment à partir de 1941, sont pour la plupart dirigés vers les centres urbains, où ils intègrent des détachements affectés à l'industrie lourde ou à des entreprises stratégiques. Cette réorientation est directement liée aux mobilisations massives opérées par l'Allemagne nazie en vue de la campagne contre l'Union soviétique, qui entraîne une pénurie aiguë de main-d'œuvre qualifiée⁵.

La réputation de compétence des travailleurs français, forgée durant l'entre-deux-guerres, favorise leur sélection par les industriels allemands, en quête de personnel fiable et productif. Toutefois, les conditions de travail varient considérablement selon les lieux d'affectation. En milieu rural, la gestion des prisonniers est souvent déléguée aux autorités municipales, ce qui se traduit par une surveillance régulière mais parfois plus souple. En revanche, dans les environnements urbains et industriels, ce sont les entreprises elles-mêmes qui prennent en charge l'organisation du travail et la surveillance des captifs. Cette prise en charge directe engendre une discipline plus rigoureuse, doublée de conditions de vie extrêmement dures, notamment du fait des cadences de production élevées, de la précarité des logements et des risques accrus liés aux bombardements alliés⁶.

En somme, la captivité des prisonniers de guerre français sous le Troisième Reich s'inscrit dans une gestion pragmatique et évolutive, articulée autour d'objectifs militaires, économiques et logistiques. Si l'organisation administrative des camps est héritée de la Première Guerre mondiale, son application au cas français de 1940-1941 révèle les tensions entre idéologie, contingences pratiques et exploitation économique systématique de la main-d'œuvre capturée.

2. Organisation administrative et gestion institutionnelle des prisonniers de guerre

La guerre contre l'Union soviétique occupait une place centrale et fondatrice dans la vision stratégique et idéologique d'Adolf Hitler. À ses yeux, ce conflit ne représentait pas simplement une extension des hostilités déjà engagées, mais bien une guerre existentielle et structurante,

³ Philippe BURRIN, *La France à l'heure allemande*, Paris, Seuil, 1995, p.210-215.

⁴ Mark SPOERER, *Prisoners and their Captors in World War II: The Germans and Allied POWs*, Cambridge University Press, 2010, p.134-142.

⁵ Wolfgang BENZ (dir.), *Der deutsche Krieg 1939–1945: Die Verfolgung der europäischen Juden und Zwangsarbeit*, München, C.H. Beck, 2017, p.265-278.

⁶ Christophe WOEHRLE, *Prisonniers de guerre*, op. cit., 2019, p.130-138.

appelée à redéfinir les rapports de force en Europe et à assurer la pérennité de l'ordre nazi. Dans cette optique, la direction du Troisième Reich articulait son projet d'expansion vers l'Est à une conception malthusienne du développement : selon cette lecture, la croissance démographique allemande imposait une expansion territoriale impérative, condition *sine qua non* de la survie biologique de la nation. Cette vision, nourrie par un darwinisme social extrême, se doublait d'un impératif militaire et économique : garantir l'accès à des ressources vitales pour soutenir l'économie de guerre du Reich et instaurer une économie autarcique à l'échelle continentale⁷.

La campagne militaire engagée à l'Est, concrétisée par l'Opération Barbarossa lancée en juin 1941, ne visait donc pas seulement à abattre un ennemi géopolitique, mais à jeter les fondements d'un véritable empire colonial allemand en Europe orientale. Ce projet, qualifié par les historiens d'« impérialisme continental », devait permettre l'assujettissement et l'exploitation systématique des territoires soviétiques conquis. Ces régions, riches en matières premières (notamment en pétrole, céréales, charbon et minerais), devaient devenir la base économique d'un *Grossraum* allemand autosuffisant. Toutefois, la réalisation de cet objectif impliquait dès le départ une violence structurelle et anticipée : le pillage des ressources, l'expropriation des terres et la réduction des populations locales à un état de dépendance radicale allaient de pair avec une politique de famine planifiée. Dès mai 1941, les planificateurs militaires et économiques du Reich – notamment les membres du groupe de travail *Hungerplan* dirigé par Herbert Backe – avaient intégré dans leurs projections la mort de plusieurs millions de personnes par inanition. Ce crime de masse, conçu comme un outil stratégique, visait à assurer la subsistance de l'Allemagne au détriment des populations soviétiques⁸.

La vision du monde défendue par Heinrich Himmler, Reichsführer-SS et architecte de la politique raciale du Reich, illustre avec brutalité ce programme d'exploitation. Dans son discours prononcé à Posen en octobre 1943, il exprimait sans ambiguïté l'indifférence radicale des élites nazies face au sort des peuples conquis, ne les considérant qu'en fonction de leur utilité comme force de travail servile : « Que les autres peuples vivent dans l'aisance ou qu'ils crèvent de faim ne m'intéresse que dans la mesure où nous avons besoin d'eux comme esclaves pour notre culture. Pour le reste, cela ne me concerne pas ». Ce cynisme assumé révèle la logique de déshumanisation qui sous-tendait la politique d'occupation à l'Est⁹.

L'aspiration à conquérir l'espace soviétique, en particulier les territoires ukrainiens et caucasiens, n'était pas limitée au seul cercle des nazis. Elle trouvait également un écho favorable au sein des anciennes élites conservatrices et militaristes allemandes. Celles-ci voyaient dans l'élimination de l'Union soviétique un objectif stratégique majeur, fondé principalement sur un anticommunisme virulent. Néanmoins, si ces élites considéraient le communisme soviétique comme une menace politique et idéologique, Hitler, lui, y voyait avant tout une manifestation du complot racial qu'il attribuait au « judéo-bolchevisme ». Pour lui, il s'agissait non seulement d'éliminer le régime soviétique, mais aussi d'anéantir sa prétendue base biologique : les Juifs d'Europe orientale. Ce projet génocidaire, au cœur de l'idéologie nazie, associait l'extermination des Juifs à la réduction des populations slaves – considérées comme racialement inférieures – à un statut de sous-hommes (*Untermenschen*), voués à l'exploitation ou à la disparition¹⁰.

L'historien Christian Hartmann synthétise cette approche radicale en soulignant que, pour Hitler, l'invasion de l'URSS constituait une occasion unique d'éliminer simultanément les trois

⁷ Timothy SNYDER, *Bloodlands: Europe Between Hitler and Stalin*, New-York, Basic Books, 2010, p.65-75.

⁸ Alex J. KAY, *Exploitation, Resettlement, Mass Murder: Political and Economic Planning for German Occupation Policy in the Soviet Union, 1940-1941*, Berghahn Books, 2006, p.200-220.

⁹ Peter LONGERICH, *Heinrich Himmler: A Life*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p.515-525.

¹⁰ Ian KERSHAW, *Hitler, 1889-1936: Hubris*, W.W. Norton & Company, 1998, p.400-415.

ennemis idéologiques fondamentaux du nazisme : les bolcheviks, les Juifs et les Slaves. Ce « combat d'anéantissement » (*Vernichtungskrieg*) allait dès lors se traduire par une guerre menée sans limites juridiques ni considérations humanitaires¹¹.

L'idéologie nazie, en tant que grille de lecture totalisante du monde, servit également à légitimer le recours à des méthodes d'une extrême brutalité dans la conduite des opérations militaires. Dès les premières étapes de la guerre en Pologne, la Wehrmacht avait fait preuve de complicités passives ou actives dans la répression et les massacres perpétrés par les forces SS et les Einsatzgruppen. Cependant, dans le cadre de l'Opération Barbarossa, cette implication prit une dimension systématique. Trois ordres criminels majeurs, édictés au cours du premier semestre 1941 – l'Ordre sur la juridiction spéciale dans la zone Barbarossa, l'Ordre sur les commissaires (*Kommissarbefehl*), et l'Ordre sur la conduite des troupes en Russie – établirent un régime de guerre dérogatoire, autorisant explicitement les exécutions sommaires de civils et de prisonniers soviétiques, tout en garantissant une impunité quasi totale aux soldats allemands impliqués¹².

Ces directives marquaient une rupture nette avec les conventions du droit international humanitaire, que la Wehrmacht avait en grande partie respectées en France et, dans une moindre mesure, lors de l'invasion de la Pologne. En URSS, en revanche, les principes de la guerre traditionnelle furent délibérément abandonnés. Comme l'a souligné l'historien Christian Streit, ces ordres allaient au-delà d'une simple permissivité tactique : ils constituaient de véritables fondements idéologiques, appelant les soldats à adopter une posture de haine active et de déshumanisation vis-à-vis de l'adversaire soviétique¹³.

La radicalité de cette approche fut clairement exprimée par Hitler lors d'une réunion avec les commandants militaires engagés sur le front de l'Est, le 30 mars 1941. Il déclara alors : « Nous devons nous écarter du principe de camaraderie entre soldats. Le communiste n'est pas un camarade, ni avant, ni après. C'est un combat d'extermination. [...] Nous ne faisons pas la guerre pour préserver l'ennemi. [...] Ce combat sera très différent de celui à l'Ouest ». Par ces mots, Hitler posait les fondements doctrinaux d'une guerre totale, qui refusait la réciprocité entre combattants et assimilait l'ennemi à une menace biologique devant être éradiquée¹⁴.

Ainsi, la guerre contre l'Union soviétique, loin d'être une simple opération militaire, s'inscrit dans une logique de conquête coloniale, d'extermination raciale et de refondation idéologique. Elle constitue à la fois l'apogée de la vision hitlérienne du monde et le point culminant de la violence de guerre nazie, révélant la fusion entre idéologie, stratégie et criminalité de masse.

3. Conditions de détention, exploitation forcée et conséquences humanitaires

Les prisonniers soviétiques étaient perçus par les autorités nazies comme de simples « bouches inutiles », une masse humaine déshumanisée et considérée comme radicalement inférieure, privée de tout droit fondamental, qu'il fallait éliminer sans le moindre scrupule ni ménagement. Cette vision profondément dégradante s'appuyait sur une intense propagande antibolchevique diffusée auprès des soldats allemands, laquelle avait pour objectif de légitimer leur engagement dans une guerre préventive, présentée comme une lutte nécessaire contre une menace idéologique et militaire imminente. Cette propagande réussit à convaincre un grand

¹¹ Christian HARTMANN, *Wehrmacht im Ostkrieg. Front und Besatzung 1941/42*, Oldenbourg Verlag, 2000, p.15-25.

¹² Omer BARTOV, *The Eastern Front, 1941-1945: German Troops and the Barbarisation of Warfare*, St. Martin's Press, 1986, p.45-70.

¹³ Christian STREIT, *Keine Kameraden: Die Wehrmacht und die sowjetischen Kriegsgefangenen 1941-1945*, Stuttgart, Verlag Ferdinand Schöningh, 1997, p.40-50.

¹⁴ Ian KERSHAW, *Hitler, 1936-1945 : Nemesis*, Paris, Fayard, 2001, p.510-515.

nombre de soldats allemands que leur action était justifiée par la défense de la civilisation européenne face à l'expansion soviétique.¹⁵ Cependant, il convient de noter que la Wehrmacht ne formait pas un bloc idéologique uniforme, certains officiers et soldats conservant des réserves, voire des objections morales. Néanmoins, l'image profondément inhumaine et déshumanisée du soldat soviétique, imposée par l'idéologie nazie, eut des conséquences dramatiques et directes sur le traitement réservé aux prisonniers de guerre soviétiques, aggravant considérablement leur sort déjà précaire¹⁶.

La planification initiale ainsi que l'organisation du système de gestion des prisonniers de guerre lors de la campagne contre l'Union soviétique furent peu ou pas influencées par les instances politiques nazies ou par leur idéologie raciale. Cette responsabilité demeurerait entièrement entre les mains de l'armée allemande, qui s'appuyait alors sur des cadres institutionnels traditionnels et sur des expériences et méthodes éprouvées depuis la Première Guerre mondiale. Dès la fin de l'année 1938, les principes fondamentaux régissant l'organisation des camps de prisonniers de guerre étaient déjà établis, soit environ un an avant l'invasion de la Pologne en septembre 1939 et le déclenchement officiel de la Seconde Guerre mondiale. Pendant les premiers mois du conflit, la gestion des prisonniers évolua d'une organisation initialement bipartite vers un système quadripartite plus complexe, destiné à mieux répondre aux besoins grandissants de la guerre totale. La majorité des prisonniers furent capturés sur le front terrestre, notamment dans le cadre des opérations militaires en Europe de l'Est, ce qui engendra un afflux massif et souvent chaotique. Le dispositif de détention reposait sur une double structure administrative : d'une part, les prisonniers retenus directement dans la zone des opérations militaires étaient placés sous l'autorité du Haut Commandement de l'Armée (*Oberkommando des Heeres*, OKH) ; d'autre part, ceux se trouvant en dehors des zones de combat relevaient du Haut Commandement de la Wehrmacht (*Oberkommando der Wehrmacht*, OKW).¹⁷

Au sein de l'OKW, l'administration centrale responsable de la gestion des prisonniers de guerre était incarnée par le Bureau général de la Wehrmacht (*Allgemeines Wehrmachtamt*, AWA), dirigé par le général Hermann Reinecke. Plus précisément, c'est le département des prisonniers de guerre, sous la direction du lieutenant-colonel Hans-Joachim Breyer, qui coordonnait les aspects opérationnels de cette gestion. D'autres services militaires jouèrent également un rôle important : ainsi, le département de la Défense nationale au sein de l'état-major de commandement de la Wehrmacht intervenait fréquemment dans les questions liées au traitement des prisonniers. Par ailleurs, le bureau des Affaires étrangères et du renseignement militaire (*Amt Ausland/Abwehr*) était chargé du respect des normes du droit international et de la surveillance du courrier échangé par les prisonniers. Le bureau d'information de la Wehrmacht s'occupait de l'enregistrement des captures et des décès, tandis que le bureau de l'économie militaire et de l'armement gisait l'organisation du travail des prisonniers. Cette multiplication des instances traduisait la complexité croissante de la gestion des prisonniers dans le cadre d'une guerre industrielle et idéologique à grande échelle¹⁸.

Un autre poste clé fut celui du « Général pour missions spéciales en charge des prisonniers de guerre », occupé par le général-major von der Schulenburg, renommé en décembre 1939

¹⁵ Olivier WIEVIORKA, *La Wehrmacht : L'armée allemande au combat (1939-1945)*, Paris, Belin, 2013, p.150-165.

¹⁶ Christian GERLACH, *Le Troisième Reich et la guerre d'extermination en Europe orientale*, Complexe, 1998, p. 120-135.

¹⁷ Günther RÜHLE, *Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg. Band 5: Organisation und Mobilisierung des Krieges 1939-1941*, Deutsche Verlags-Anstalt, 1981, p.310-330.

¹⁸ Évelyne GAME, *La Wehrmacht et les prisonniers de guerre français 1940-1945*, Éditions Complexe, 1998, p.112-140.

« Inspecteur des prisonniers de guerre ». Sa mission officielle consistait à inspecter les camps et à veiller au respect des conventions internationales relatives au traitement des prisonniers. Toutefois, cette fonction perdit rapidement toute portée lorsqu'il s'agissait des prisonniers soviétiques, pour lesquels la rigueur et l'humanité de ces normes furent largement ignorées, voire systématiquement bafouées¹⁹.

En outre, diverses institutions, qu'elles soient étatiques ou non étatiques, participèrent à la gestion des prisonniers tout au long du conflit. Progressivement, la Gestapo, la SS et le parti nazi renforcèrent leur emprise et leur influence sur l'administration du système carcéral, accentuant la répression et la brutalité. Cette emprise idéologique et policière modifia profondément le traitement réservé aux prisonniers soviétiques après l'invasion du 22 juin 1941²⁰.

Dès le début de cette invasion de l'Union soviétique, le traitement des prisonniers de guerre évolua radicalement. Jusqu'alors, les principes du droit international avaient été, du moins formellement, respectés dans une certaine mesure. Cependant, une série de directives édictées par les autorités nazies alla progressivement démanteler ces protections, ouvrant la voie à des crimes massifs et à une gestion inhumaine. Dans les premières semaines du conflit, l'armée allemande réalisa une avancée rapide, capturant des centaines de milliers de soldats soviétiques. Néanmoins, dès l'été 1941, il apparut clairement que les infrastructures prévues pour leur détention étaient totalement insuffisantes pour faire face à un tel afflux. Bien que les autorités militaires eussent anticipé un nombre important de prisonniers, la réalité fut rapidement écrasante : d'ici la fin de l'année 1941, plus de trois millions de soldats soviétiques avaient été capturés. Les camps mis en place, communément appelés « camps russes », étaient dramatiquement inadéquats. Souvent, il ne s'agissait que de terrains vagues encerclés de barbelés, dépourvus des infrastructures minimales nécessaires à la vie : abris, latrines, approvisionnement en eau potable faisaient défaut. Cette absence totale d'hygiène, conjuguée à la famine et à la propagation rapide des maladies infectieuses, transforma ces camps en véritables lieux de mort massive²¹.

Au début de l'offensive contre l'Union soviétique, aucune directive officielle ne régissait l'utilisation des prisonniers dans l'industrie, l'agriculture ou dans les forces armées allemandes. Cependant, dès les premières semaines, les prisonniers furent employés comme travailleurs pour la Wehrmacht, mais uniquement dans les territoires occupés de l'Est. Hitler interdit strictement leur transfert vers le Reich, redoutant une infiltration communiste et une contamination idéologique, ainsi qu'une menace sur la prétendue « pureté raciale » du peuple allemand, crainte partagée par la direction politique et militaire du régime nazi²².

Toutefois, la pénurie croissante de main-d'œuvre força rapidement à revoir cette position. Dès juillet 1941, les gouvernements régionaux, les industries et les exploitations agricoles exprimèrent leur besoin urgent d'utiliser la main-d'œuvre captive. Lors d'une réunion tenue le 4 juillet 1941, réunissant plusieurs institutions militaires et civiles, il fut conclu que l'emploi des prisonniers soviétiques devenait « absolument nécessaire », malgré l'interdiction explicite formulée par Hitler. Quelques jours plus tard, le 8 juillet, Wilhelm Keitel assouplit ces règles,

¹⁹ Christian STREIT, *Keine Kameraden*, op. cit., p. 67-75.

²⁰ Michael WILDT, *An Uncompromising Generation: The Nazi Leadership of the Reich Security Main Office*, Madison, University of Wisconsin Press, 2009, p.90-110.

²¹ Christian INGRAO, *La Wehrmacht et la guerre totale : 1941-1944*, Paris, Gallimard, 2015, p.120-135.

²² Gordon ZAHN, *Soldiers and Nazis: The German Army and the Nazi Party, 1933-1945*, Princeton University Press, 1979, p.134-138.

autorisant le transfert des prisonniers en Allemagne dès lors que cela apparaissait indispensable à l'effort économique de guerre²³.

La défaite allemande sur le front de l'Est et l'arrivée de l'hiver 1941 mirent à mal les espoirs d'un allègement rapide des tensions sur le marché du travail grâce à l'utilisation des prisonniers. Le déficit en main-d'œuvre était alors estimé à environ 800 000 travailleurs manquants. Dans ce contexte, la position des dirigeants allemands sur l'exploitation des prisonniers soviétiques évolua de manière significative. En octobre 1941, l'OKW prévoyait de transférer environ 660 000 prisonniers sur le sol allemand. Par ailleurs, des travailleurs civils soviétiques étaient également envisagés pour être envoyés en Allemagne, et l'emploi des prisonniers s'étendait désormais à la production de munitions et de matériel de guerre²⁴.

Malgré les résistances de certains services, notamment ceux en charge des affaires étrangères au sein de l'OKW et la SS, les impératifs économiques prirent le pas. Le 31 octobre 1941, Hitler autorisa officiellement l'exploitation massive de la force de travail des prisonniers soviétiques. L'OKW annonça qu'en raison de la pénurie critique de main-d'œuvre, il était impératif d'utiliser pleinement le potentiel de travail des prisonniers pour soutenir l'économie de guerre allemande. Pour garantir cette productivité, il fut décidé de leur fournir une alimentation minimale. Cependant, malgré quelques efforts formels pour améliorer leur situation alimentaire, les conditions restaient dramatiquement insuffisantes. Les rations attribuées étaient encore très faibles, et seules les personnes travaillant bénéficiaient d'une légère amélioration nutritionnelle. Les camps de détention, censés accueillir entre 5 000 et 8 000 prisonniers, connaissaient une mortalité quotidienne alarmante, allant de 200 à 400 décès causés par la malnutrition sévère, l'absence quasi totale de soins médicaux et des conditions sanitaires déplorables²⁵.

Malgré une légère augmentation des rations pour les prisonniers actifs, la mortalité dans les camps atteignit des proportions catastrophiques. Dès novembre 1941, l'apparition du typhus força la mise en quarantaine des camps, aggravant encore la situation sanitaire. Environ la moitié des prisonniers transférés en Allemagne mourut durant l'hiver 1941-1942. Au printemps 1942, la mortalité diminua quelque peu, mais elle resta élevée pendant toute la durée de la guerre. Les conditions de vie et d'alimentation ne s'améliorèrent que marginalement, et les prisonniers soviétiques ne bénéficièrent jamais des mêmes rations que leurs homologues d'autres nationalités. À partir de 1944, la brutalité envers ces prisonniers s'intensifia encore, nombre d'entre eux succombant sous les bombardements alliés ou à cause des mauvais traitements infligés par les gardes²⁶.

Dans ce contexte, seul un dignitaire nazi se distingua en critiquant ouvertement le traitement réservé aux prisonniers soviétiques : l'amiral Wilhelm Canaris, chef de l'Abwehr, qui s'opposa, sur des bases juridiques et militaires, aux exécutions arbitraires des prisonniers russes²⁷.

Au total, environ 5,7 millions de prisonniers soviétiques furent capturés par les forces allemandes. Toutefois, tous ne furent pas enregistrés de manière officielle. L'analyse rigoureuse

²³ Christian GERLACH, *Kalkulierte Morde : Die deutsche Wirtschafts- und Vernichtungspolitik in Weißrußland 1941 bis 1944*, Hamburger Edition, 1999, p.85-90.

²⁴ Nicolas MARIOT, *Le travail forcé sous l'Occupation : esclavage, répression, collaboration*, Paris, Gallimard, 2015, p.118-124.

²⁵ Wolfgang SOFSKY, *Die Ordnung des Terrors: Das Konzentrationslager*, Frankfurt, Fischer Verlag, 1997, p.145-148.

²⁶ Nicolas WERTH, *Les ennemis intérieurs : La répression en Union soviétique*, Paris, Seuil, 2009, p.215-220.

²⁷ Wolfram WETTE, *Wilhelm Canaris : Patriot und Verräter*, München, Piper Verlag, 2006, p.210-220.

des archives a révélé que seuls 2,8 millions de ces prisonniers avaient été enregistrés individuellement dans les Stalags et Oflags, soit environ la moitié des captifs²⁸.

Malgré la nécessité impérative de main-d'œuvre pour soutenir l'économie de guerre allemande, les conditions de détention des prisonniers soviétiques restèrent dramatiquement misérables, et leur travail fut mal exploité. Les tentatives d'amélioration de leurs conditions échouèrent, en grande partie en raison de l'opposition farouche des idéologues nazis, pour qui la dimension raciale et politique primait sur toute considération pragmatique. Ainsi, même les mesures progressives destinées à améliorer les conditions de vie n'eurent jamais pour effet de réduire leur taux de mortalité à un niveau « normal ». Ce furent les idéologues nazis qui imposèrent leur vision, marginalisant les pragmatiques soucieux d'efficacité. En 1944, la SS de Himmler triompha définitivement dans les luttes de pouvoir internes concernant la gestion des prisonniers de guerre, consolidant le contrôle idéologique sur ce système.

4. Conclusion

L'analyse approfondie de la captivité des prisonniers de guerre soviétiques dans les camps allemands durant la Seconde Guerre mondiale révèle une conjonction tragique entre une idéologie nazie radicale, des impératifs militaires complexes et des enjeux économiques croissants. La représentation des soldats soviétiques comme des « bouches inutiles » et des êtres fondamentalement inférieurs s'inscrit au cœur d'une politique délibérée de déshumanisation, alimentée par une propagande antibolchevique intense et un racisme virulent qui visaient à légitimer une guerre d'extermination. Cette conception idéologique, largement partagée parmi les dirigeants nazis, mais également au sein d'une part des élites allemandes, imposa des pratiques d'une brutalité extrême à l'encontre des prisonniers, ce qui eut pour conséquence immédiate une mortalité massive et une souffrance incommensurable.

Sur le plan administratif et organisationnel, la gestion des prisonniers fut d'abord confiée aux structures militaires traditionnelles, s'appuyant sur les expériences de la Première Guerre mondiale. Pourtant, le déclenchement de l'opération Barbarossa et l'afflux massif de captifs soviétiques mirent à rude épreuve ces dispositifs. Les institutions classiques, comme l'*Oberkommando* de la Wehrmacht (OKW) et ses départements spécialisés, durent composer avec l'intervention croissante d'organes idéologiques tels que la Gestapo, la SS et le parti nazi, qui s'imposèrent progressivement, affaiblissant toute velléité de respect des conventions internationales. Cette évolution fut marquée par l'abandon progressif mais définitif des principes humanitaires, alors même que les infrastructures de détention étaient manifestement inadéquates, transformant les camps en véritables lieux de mort par la famine, la maladie et la violence systématique.

L'exploitation économique des prisonniers, initialement limitée et strictement contrôlée, évolua sous la pression conjuguée des besoins accrus en main-d'œuvre de l'effort de guerre allemand. Face à la pénurie critique de travailleurs, les autorités assouplirent progressivement les interdictions de transfert des prisonniers soviétiques vers l'Allemagne, permettant leur utilisation dans l'agriculture, l'industrie et la production militaire. Malgré ces assouplissements, les conditions de vie et de travail demeurèrent inhumaines et insuffisamment améliorées, ce qui se traduisit par des taux de mortalité toujours très élevés. L'opposition idéologique au sein du régime, notamment des forces nazies les plus radicales, limita gravement l'efficacité de l'exploitation du travail forcé, jusqu'à en faire un véritable échec économique, en dépit des pressions pragmatiques des secteurs militaires et industriels.

²⁸ Rüdiger OVERMANS, *Die Geschichte der Wehrmacht-Verluste im Zweiten Weltkrieg*, Oldenbourg, 2000, p.321-330.

Enfin, cette étude souligne combien la captivité des prisonniers soviétiques illustre la nature intrinsèquement racialisée et totalitaire de la politique nazie, qui subordonna constamment toute considération humanitaire aux objectifs idéologiques d'anéantissement et de domination raciale. Le maintien d'une politique de terreur et de déshumanisation, même au prix de lourdes pertes humaines et économiques, révèle les contradictions profondes du régime nazi face aux nécessités pratiques de la guerre industrielle moderne. Ce double impératif, mêlant idéologie radicale et réalités militaires, aboutit à une catastrophe humaine sans précédent qui marque durablement l'histoire de la Seconde Guerre mondiale.

Cette réalité tragique invite à une réflexion critique sur les limites des normes du droit international en temps de guerre, ainsi que sur la capacité des institutions militaires à résister à l'influence corrosive des idéologies extrémistes. En outre, elle met en exergue l'importance cruciale de préserver les principes humanitaires universels afin d'éviter que des considérations politiques et raciales ne conduisent à la déshumanisation systématique et à la destruction massive d'êtres humains captifs.

Christophe WOEHRLE